

Séance du conseil municipal du MARDI 27 MARS 2012

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille douze, le vingt-sept mars, à dix-huit heures trente,  
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

**Étaient présents** : MM. Jean-François SAUVAUD, André CASTAGNOS, Jacqueline BEYRET-TRESEGUET, Michel PEDURAND, Danielle DAL BALCON, Jean-Paul VIELLE, Fabienne DE MACEDO, Gabriel LASSERRE, Christiane MORIZET, Jean-Pierre LACROIX, Éliane TOURON, Hélène DE MUNCK, Daniel GUIHARD, Frédéric PRINCIC, Cathy SAMANIEGO, Isabelle DRISSI, Alain REGINATO ;

**Étaient absents** : MM. Christiane FAURE, Jean-Pierre PIBOYEUX, Pascal SEGUY, Martine RACHDI, Alexandrine BARBEDETTE, Mohamed LAHSAINI, Franck GAY, Alain PARAILLOUS, Josiane MORTZ, Brigitte CAMILLERI ;

**Pouvoirs de vote** :

Mme FAURE à Mme TOURON  
M. SEGUY à M. SAUVAUD  
M. PARAILLOUS à M. REGINATO

Monsieur Frédéric PRINCIC a été élu Secrétaire de séance.

\*\*\*\*\*

Monsieur le maire salue la présence de M. Michel SAINT-MEZARD, receveur municipal, qui assiste à la réunion du Conseil.

\*\*\*\*\*

**SERVICES**

**1 – Médiathèque – Validation désherbage**

Le désherbage consiste à retirer des rayonnages en magasin ou en libre-accès les documents qui ne peuvent plus être proposés au public. On parle également d'élimination, d'élagage, de retrait, de révision ou de réévaluation.

Si un document est éliminé (retiré définitivement de la collection) il peut alors être :

- mis au pilon (détruit) selon des principes définis,
- remplacé par une édition plus récente ou par un autre support (cas d'une encyclopédie papier,
- remplacée par une version électronique),
- remplacé par un substitut si épuisé (par une microforme, un cd-rom...),
- relégué dans un dépôt (un magasin ou un lieu de stockage où il restera disponible sur demande).

Un document peut aussi être réparé, retiré momentanément du fonds. Désherber ne veut donc pas forcément dire détruire mais redistribuer, dans des bibliothèques ou des sections plus appropriées, les ouvrages mal ou peu utilisés.

Le désherbage est aussi entendu comme la révision critique des collections, les documents étant alors réévalués afin de décider de leur retrait ou non. Une sélection est donc effectuée.

Le désherbage à la Médiathèque doit servir principalement à :

- élaguer la collection de documents qui n'y ont plus leur place,
- aérer les rayonnages (facilitant ainsi l'accès aux documents, valorisant certains ouvrages moins « noyés dans la masse »),
- actualiser les collections,
- évaluer la cohérence d'un fonds et sa pérennité.

Il permet aux bibliothécaires d'approfondir leur connaissance des fonds et de veiller à la qualité de ce qui est offert plutôt qu'à la quantité.

Les éliminations sont donc décidées en fonction de critères pratiques et intellectuels et découlent d'une analyse fine de chaque document.

Les critères :

- raisons matérielles (usure, détérioration, mauvais état), doublons,
- raison politique : le document ne correspond plus à la politique documentaire (inadéquation à la collection), obsolescence des contenus, ouvrages trop spécialisés, erreurs d'achat...

L'usage qui est fait des collections ou le nombre de prêts : on peut décider de retirer des documents jamais ou peu consultés depuis longtemps (statistiques de rotation, « longévité » évaluée selon les disciplines). Cependant cela induit le risque de subir la pression du public et de banaliser les collections si l'on retire des œuvres plus exigeantes, moins connues...

La date de publication ou d'acquisition peut inciter à éliminer ou renouveler un document.

Le désherbage 2012 de la Médiathèque du Confluent doit permettre de retirer :

Adultes	256	ouvrages
BD Adultes et BD Jeunesse	59	
Romans Ados	29	
Cédéroms	60	
Albums romans Jeunesse	290, dont :	
<i>pour écoles maternelles :</i>	29	
<i>pour école primaire :</i>	89	
<i>Albums pour la crèche :</i>	29	
<i>Jeunesse :</i>	143	

CD 91

soit TOTAL 785 documents désherbés (pour information : 1.136 documents ont été acheté dans l'année 2011).

Monsieur le maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,  
Après en avoir délibéré**

20 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**AUTORISE** le désherbage de 785 ouvrages de la médiathèque, correspondant au détail ci-dessus,

**MANDATE** monsieur le maire pour faire exécuter cette décision par les services municipaux.

*Publié le 28.03.12*

*Visa Préfecture le 02.04.2012*

\*\*\*\*\*

## **ENFANCE**

### **2.1. – Détermination du montant de participation 2012 des communes de résidence aux frais de la crèche**

Le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

La commune d'Aiguillon possède une crèche de 24 places depuis maintenant plusieurs années, dont l'exploitation a été confiée, dans le cadre d'une délégation de service public, à l'association « Pause câlins ».



Elle accueille sans restriction de résidence les enfants de 3 mois à 3 ans.

Pour autant, la commune d'Aiguillon a assumé le coût de l'investissement de 664.000 euros au total, met du personnel du Centre Communal d'Action Sociale à disposition et verse, chaque année, une subvention d'équilibre pour le fonctionnement de cette structure.

Afin de conserver un tel service de qualité en direction des familles, mais d'en répartir la charge de fonctionnement par solidarité intercommunale, le conseil municipal est appelé à demander une participation financière aux communes de résidence des enfants accueillis dans la crèche d'Aiguillon pour l'année 2012 pour les frais de fonctionnement.

Cette participation demandée en année budgétaire "n" sera calculée sur la seule subvention d'équilibre versée par la commune d'Aiguillon en année "n - 1" au prorata des heures de présence effective des enfants concernés. La recette prévisionnelle pour l'exercice 2012 s'élève ainsi à 30.000 €, montant qui serait inscrit sur le budget annexe « Crèche ».

Monsieur le maire propose au conseil que ces participations soient fixées de la façon suivante :

Montant annuel versé en 2011 par la commune d'Aiguillon à l'association « Crèche pause câlins » :

146 356 €

Nombre total d'heures facturées par l'association en 2011 : 49.793 heures

**Prix de revient à l'heure :  $\frac{146\,356}{49\,793} = 2,94 \text{ €/heure}$**

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,  
le conseil municipal,**

20 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**FIXE** la participation aux frais de crèche dues par les communes de résidence, pour l'année scolaire 2012, au montant suivant :

**Prix de revient à l'heure :  $\frac{146\,356}{49\,793} = 2,94 \text{ €/heure}$**

**DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au BP 2012 du budget annexe « Crèche »,

**MANDATE** monsieur le maire pour solliciter les participations correspondantes aux communes concernées.

*Publié le 28.03.12*

*Visa Préfecture le 02.04.2012*

\*\*\*\*\*

## **2.2. – Opérations « Écoles et cinéma » 2012/2013**

Monsieur le maire appelle le conseil municipal à donner son accord pour participer financièrement à l'opération « Écoles et cinéma » pour l'année scolaire 2012/2013, afin de prendre en charge financièrement une partie du coût de la billetterie pour les élèves de l'école élémentaire Marcel-Pagnol et des écoles maternelles Marie-Curie et Jean-Jaurès, en partenariat avec l'Inspection Académique et à en définir les modalités.

Il propose de reconduire les conditions des années précédentes.

**Après en avoir délibéré,  
le conseil municipal,**

20 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**ACCEPTE** de participer financièrement à l'opération « Écoles et cinéma » pour l'année scolaire 2012-2013,

en partenariat avec l'Inspection Académique selon les conditions suivantes :

*Élémentaire :*

Maximum de 75 élèves (3 classes) par année,

A raison d'une prise en charge de 2,50 € par enfant et par année pour 3 sorties (ou 7,50 € par enfant et par année)

soit une prise en charge maximale pour l'année scolaire 2012/2013 de : **562,50 €** pour l'école

*Maternelles :*

Maximum de 25 élèves de la classe de Grande Section par année,

A raison d'une prise en charge de 2,50 € par enfant et par année pour 3 sorties, (ou 7,50 € par enfant et par année)

soit une prise en charge maximale pour l'année scolaire 2012/2013 de : **187.50 €** par école,

**DIT** que les crédits seront prévus au BP 2012 de la commune.

*Publié le 28.03.12*

*Visa Préfecture le 02.04.2012*

\*\*\*\*\*

## **URBANISME**

### **3.1. – Acquisition amiable à Madame Brigitte DE DUCLA pour élargissement du chemin de « Larousse »**

Monsieur le maire propose à l'Assemblée d'acquérir à l'amiable à Mme Brigitte DE DUCLA une fraction de 101 m<sup>2</sup> de la parcelle cadastrée ZP 4 d'une contenance de 28 720 m<sup>2</sup>, sise en limite du chemin de Larousse, 47190 AIGUILLON, afin d'élargir la voie publique de circulation.

Il indique que la parcelle cédée par Madame Brigitte DE DUCLA sera par la suite intégrée au domaine public communal. Il précise que suite aux opérations de division et de bornage effectuées par monsieur Yves SAINT-LOUBOUÉ, géomètre expert, la nouvelle situation cadastrale est la suivante :

– Création de la parcelle cadastrée ZP 498 d'une contenance de 101 m<sup>2</sup>, objet de la cession amiable

Il indique que l'acquisition amiable sera effectuée sur la base du prix fixé par les services fiscaux - France Domaine dans son avis n° 2012-004V136 en date du 6 mars 2012.

Monsieur le maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

#### **Le conseil municipal, Après en avoir délibéré**

20 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention,

*VU l'avis de France Domaine n° 2012-004V0136 en date du 6 mars 2012, fixant la valeur vénale à 800€ m<sup>2</sup> pour la parcelle nouvellement cadastrée ZP 498 d'une contenance de 101 m<sup>2</sup>, valeur assortie d'une marge de négociation positive ou négative de 10%,*

*CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir la parcelle concernée pour l'agrandissement de la voie publique et la sécurité routière,*

**APPROUVE** le principe d'acquisition amiable au bénéfice de la commune d'Aiguillon d'une fraction de 101 m<sup>2</sup> de la parcelle cadastrée ZP 4 d'une contenance de 28.720 m<sup>2</sup>, sise en limite du chemin de Larousse, 47190 AIGUILLON, afin d'élargir la voie publique de circulation,

**PREND NOTE** que suite aux opérations de division et de bornage effectuées par Monsieur Yves SAINT-LOUBOUÉ, géomètre expert, la nouvelle situation cadastrale est la suivante :

– Création de la parcelle cadastrée ZP 498 d'une contenance de 101 m<sup>2</sup>, objet de la cession amiable.

**DÉCIDE** de fixer le prix de vente à 800 € conformément à l'avis de France Domaine visé,

**APPROUVE** le principe de classement dans le domaine public de la portion,



**CHARGE** monsieur le maire de procéder aux formalités prévues à cet effet,

**AUTORISE** monsieur le maire à signer l'acte notarié à intervenir au nom de la commune,

**DIT** que la Commune prendra à sa charge les frais de géomètre et d'acte notarié associés ;

**INDIQUE** que les dépenses correspondantes seront inscrites au budget de la Commune.

*Publié le 28.03.12*

*Visa Préfecture le 02.04.2012*

\*\*\*\*\*

### **3.2. – Refus d'implantation nouvelle antenne-relais téléphonie FREE sur château d'eau**

Monsieur le maire expose le rapport suivant :

La commune a été sollicitée par l'opérateur de téléphonie FREE MOBILE pour autoriser l'implantation d'une nouvelle antenne-relais téléphonique sur le château d'eau de la rue Jules-Ferry dans le cadre du déploiement national de son réseau de téléphonie mobile.

L'implantation sur le territoire est sollicitée sur ce site car il est déjà existant et permet le regroupement des opérateurs. La faisabilité technique du projet a été vérifiée ; cependant, l'espace manquant, il s'agirait de déployer une installation en retombée de cuve (3 antennes de 2 m plaquées sur la cuve et repeinte de la couleur de cette dernière).

Le conseil municipal est appelé à refuser cette implantation en raison du nombre déjà élevé d'antennes de ce type à cet emplacement en plein centre-ville (ORANGE, SFR, BOUYGUES).

Monsieur le maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,  
Après en avoir délibéré**

*20 voix pour,*

*0 voix contre,*

*0 abstention,*

*CONSIDERANT le nombre déjà élevé d'antennes-relais de téléphonie à cet emplacement en plein centre-ville,*

**REFUSE** d'autoriser l'opérateur de téléphonie FREE MOBILE à implanter d'une nouvelle antenne-relais téléphonique sur le château d'eau de la rue Jules-Ferry .

*Publié le 28.03.12*

*Visa Préfecture le 02.04.2012*

\*\*\*\*\*

### **3.3. – Action en justice contre implantation pylône SYNERAIL**

Monsieur le maire expose le rapport suivant :

En vertu des pouvoirs qui lui ont été transférés par délibération en date du 28 mars 2008, le maire a exercé un droit de recours auprès du Tribunal administratif de Bordeaux à l'encontre de la déclaration préalable et délivrée par arrêté de non-opposition au nom de l'État à la société SYNERAIL en vue de la mise en œuvre d'un local technique préfabriqué métallique, de l'édification d'un pylône monotube d'une hauteur de 30,25m et de la pose de deux antennes de type panneau au sommet du pylône, avenue de la gare.

Ce recours est motivé par le fait que l'implantation d'un tel pylône de hauteur de 30,25 m est une construction de type industriel de très grande taille qui portera inévitablement un préjudice esthétique important à la commune puisque son implantation est envisagée d'une part sur une des avenues constituant une entrée de ville majeure très fréquentée et d'autre part dans le champs de visibilité du château des Ducs d'Aiguillon comme dans le périmètre de protection des monuments historiques. Par ailleurs, cet équipement, bien qu'implanté en zone Ux du PLU, fera face à l'un des quartiers à vocation résidentielle les plus denses

de la commune

Par ailleurs, conformément à la réglementation, la commune d'Aiguillon a également engagé, au cours de l'instruction de la déclaration préalable, en date du 15 décembre 2011, un recours contre l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France auprès des services de Monsieur le Préfet de Région auprès de la Commission régionale du patrimoine et des sites.

Monsieur le maire informe l'Assemblée de ces actions.

**Le conseil municipal,  
après avoir entendu l'exposé du maire**

*VU la délibération du conseil municipal en date du 28 mars 2008 délégrant au maire le pouvoir d'intenter, au nom de la commune, les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal ;*

**PREND ACTE** de l'action menée par le maire d'exercer son droit de recours auprès du Tribunal administratif de Bordeaux à l'encontre de la déclaration préalable et délivrée par arrêté de non-opposition au nom de l'État à la société SYNERAIL en vue de la mise en œuvre d'un système de pylône et installations annexes, avenue de la gare,

*Publié le 28.03.12*

*Visa Préfecture le 02.04.2012*

\*\*\*\*\*

**PERSONNEL**

**4.1. – Adoption du Règlement intérieur du personnel communal**

Monsieur le maire expose le rapport suivant :

VU la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,  
VU la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant statut de la fonction publique applicable à l'ensemble des fonctionnaires et agents publics territoriaux,  
CONSIDÉRANT la nécessité de fixer les règles générales et permanentes d'organisation du travail, de fonctionnement interne et de discipline au sein des services communaux, en complément des dispositions statutaires applicables à l'ensemble des fonctionnaires et agents publics territoriaux,  
un règlement intérieur pour le personnel communal a été élaboré.  
Ce projet de Règlement intérieur a été approuvé par le Comité Technique Paritaire réuni le 16 mars 2012.

Monsieur le maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

20 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**APPROUVE** le projet de Règlement Intérieur du personnel communal, selon le modèle annexé à la présente délibération ;

**AUTORISE** monsieur le maire à signer ce projet de règlement intérieur ;

**MANDATE** monsieur le maire pour le faire appliquer ;

**DIT** que ce Règlement Intérieur :

- est consultable au service « Ressources humaines » de la mairie,
- pourra faire l'objet des mises à jour nécessaires à sa bonne application.

*Publié le 28.03.12*

*Visa Préfecture le 02.04.2012*

\*\*\*\*\*



#### 4.2. – Prise en charge des frais de transport, repas et hébergement du personnel communal

Monsieur le maire expose le rapport suivant :

Les agents territoriaux peuvent prétendre, sous certaines conditions, au remboursement des frais de transport, de repas et d'hébergement, lorsqu'ils se déplacent pour les besoins du service, hors de leur résidence administrative et hors de leur résidence familiale, pour effectuer une mission, pour suivre une action de formation, soit en relation avec les missions exercées, soit en vue d'accéder à un nouvel emploi.

VU le décret n° 2007-23 du 05 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-657 du 19 juillet 2011 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics relevant de la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n°2006-781 du 03 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,

VU l'arrêté du 26 août 2008 fixant le taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret du 03 juillet 2006,

VU l'arrêté du 03 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues par l'article 3 du décret du 03 juillet 2006,

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

20 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**DÉCIDE** de prendre en charge le remboursement des frais d'hébergement des agents communaux sur l'ensemble du territoire, sur la base des frais réels, dans la limite d'un montant forfaitaire de 60 € par nuit (y compris petit-déjeuner), correspondant au taux maximal fixé par décret pour les personnels civils de l'État ;

**DÉCIDE** de prendre en charge le remboursement des frais de repas des agents communaux sur l'ensemble du territoire, sur la base des frais réels, sur présentation des justificatifs, dans la limite d'un montant forfaitaire de 15,25 €, correspondant au taux réglementaire fixé par décret ;

**DÉCIDE** de prendre en charge le remboursement des frais de transports des agents communaux sur la base des frais réels, sur la base la plus économique pour la collectivité et après accord de l'autorité territoriale et ordre de mission :

- lié à l'utilisation du train, sur la base du billet SNCF 2ème classe,
- lié à l'utilisation du véhicule personnel, sur la base des indemnités kilométriques dès lors de l'intérêt du service le justifie et que l'agent ait reçu l'accord de l'autorité territoriale pour utiliser son véhicule personnel,
- lié à l'utilisation de l'avion, de manière exceptionnelle, sur la base du tarif de la classe économique ;

**DÉCIDE** de prendre en charge le remboursement des frais de péage des agents communaux après accord de l'autorité territoriale ;

**DIT** que les remboursements ci-dessus sont autorisés lorsque les agents se déplacent :

- pour les besoins du service pour effectuer une mission en dehors de la résidence administrative ou familiale, et hors temps de travail,
- pour suivre une formation professionnelle, concours ou examen professionnel, (pour la présentation à un concours ou examen, le remboursement sera limité à la participation aux épreuves d'admissibilité et d'admission à raison d'un concours ou examen par an) ;

**DÉCIDE** de prendre en charge le remboursement des frais kilométriques pour les agents communaux qui utilisent leur véhicule personnel à l'intérieur de la commune pour les besoins du service « Nettoyage des bâtiments communaux », selon une indemnité forfaitaire annuelle fixée à 210 € (agents exerçant à titre permanent et tout au long de l'année des fonctions consistant à l'entretien et au service et dont le planning

de travail implique l'utilisation de leur véhicule en raison de l'éloignement des bâtiments communaux supérieur à 5 ou 6 aller-retour par jour de travail) ;

**DIT** que les remboursements énoncés ci-dessus ne seront autorisés qu'après établissement d'un ordre de mission et sur présentation de justificatifs ;

**AUTORISE** les remboursements ci-dessus au bénéfice des fonctionnaires territoriaux ainsi qu'aux agents non titulaires de droit public et de droit privé ;

**DIT** que les crédits correspondants sont prévus au BP 2012 ;

**DIT** que la présente délibération suivra les évolutions des taux réglementaires ;

**MANDATE** monsieur le maire pour faire appliquer cette décision.

*Publié le 28.03.12*

*Visa Préfecture le 02.04.2012*

\*\*\*\*\*

#### **4.3. – Contrat-cadre d'ACTION SOCIALE**

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

La commune a, par la délibération du 04 mars 2011, demandé au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne (CDG 47) de souscrire, pour son compte, un Contrat Cadre d'Action Sociale en application de l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale.

L'action sociale vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles.

De par la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale, les contributions au titre de l'action sociale font partie des dépenses obligatoires pour les communes (article L. 2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales).

En effet, l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale détermine le type des actions et le montant des dépenses qu'il entend engager pour la réalisation des prestations d'action sociale, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne (CDG 47) a eu pour ambition de définir et mettre en œuvre, au profit des agents de la Fonction Publique Territoriale, en partenariat avec les communes et établissements publics de coopération intercommunale de son ressort territorial qui seront intéressés, une politique d'accompagnement social de l'emploi visant à compléter les dispositifs d'accompagnement social de l'emploi classique et à promouvoir, avec l'appui des employeurs locaux, des contrats et prestations, de nature à renforcer l'attractivité à l'embauche et la fidélisation des agents en poste. Les dispositions législatives permettent, en effet, aux Centres de Gestion, de souscrire des contrats cadre pour les agents des collectivités qui le souhaitent, ces dernières étant en mesure d'apporter une contribution financière aux opérateurs.

Suite à une procédure de mise en concurrence, le CDG 47 a souscrit un contrat cadre d'accompagnement social de l'emploi auprès de la société PUBLISERVICES jusqu'au 31 décembre 2015.

Le contrat-cadre, dénommé PASS 47, permet, aux collectivités membres, de bénéficier d'une offre modulable avec trois socles de prestations couvrant un large ensemble de domaines tels que la culture, les loisirs, la famille, l'accompagnement financier, etc.

Il est à noter que le PASS 47 ouvre la possibilité de disposer de tickets restaurants, dont la participation est librement déterminée par l'employeur public local.

La cotisation correspond au total des sommes issues de l'application du taux de cotisation de la formule souscrite, au salaire brut fiscal annuel de chaque agent de la collectivité. Ainsi le taux de contribution mutualisé pour accéder à l'ensemble de l'offre est de 0,73%. Pour le premier socle, qui est ouvert dès adhésion au PASS47, ce taux est de 0,58%. Ce socle de base est complété par deux autres socles



complémentaires avec un taux de cotisation respectivement de 0,004% et 0,11%.  
Pour l'ensemble de ces socles de prestations, il est garanti un taux de retour entre 80 et 90 %.

Conformément à l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les collectivités et établissements publics peuvent adhérer à ce contrat par délibération, après signature d'une convention avec le Centre de Gestion de leur ressort. La convention prévoit que chaque membre dispose d'un droit de retrait à l'issue d'une période d'une année. Il appartient donc à chaque membre d'examiner, d'adopter et d'autoriser son exécutif à signer cette convention d'adhésion au contrat cadre et de spécifier, dans le bulletin d'adhésion, les conditions particulières retenues.

La convention d'adhésion proposée par le CDG 47 fait état de l'ensemble des prestations réalisées par ce dernier autour du PASS 47 (passation du Contrat Cadre d'Action Sociale, mise en place de supports d'informations, suivi et gestion du PASS 47, etc.). Ces frais de gestion, engagés par le CDG 47, sont compensés, en partie, par une cotisation basée sur 3% de la cotisation versée par la collectivité au PASS 47. Cette contribution ne peut être inférieure à 5 €.

Il est précisé que les « Tickets restaurants » correspondent à une prestation indépendante et complémentaire. Ils sont ouverts à adhésion facultative et reposent sur une participation financière de l'employeur public local. Cette participation s'ajoute à la cotisation versée au titre du bénéfice des prestations comprises dans un ou plusieurs socles.

Par conséquent, le conseil municipal est appelé à se prononcer sur les engagements de la Commune contenus dans ces documents et d'autoriser le maire à les signer.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

*20 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,*

VU le contrat-cadre d'accompagnement social de l'emploi conclu par Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne avec la société PubliServices,

VU le modèle de convention d'adhésion au PASS 47,

CONSIDÉRANT l'intérêt de rejoindre ce contrat-cadre d'accompagnement social de l'emploi, en vue de faire bénéficier aux agents de la collectivité de prestations d'action sociale,

**DÉCIDE** d'adhérer au contrat-cadre d'Action Sociale du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne, dénommé PASS 47, pour la période 2012-2015, pour les socles et taux correspondants :

« L'Essentiel » :

- Taux de cotisation : 0,58%
- Cotisation plancher : 78 €

« L'Optimum Services » :

- Taux de cotisation : 0,04%
- Cotisation plancher : 5 €

« L'Optimum Loisirs » :

- Taux de cotisation : 0,11%
- Cotisation plancher : 15 €

soit un taux de cotisation total de la collectivité pour le « PASS 47 » qui s'élève à : 0,73 % de la masse salariale brute fiscale ;

**DÉCIDE** de ne pas adhérer dans ce contrat-cadre à la prestation « Tickets restaurants » dans l'immédiat ;

**AUTORISE** le maire à signer la convention d'adhésion au contrat-cadre d'Action Sociale du CDG 47 et le bulletin d'adhésion, ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;

**AUTORISE** la participation aux frais de gestion du CDG 47, qui s'élève à 3% de la cotisation totale versée par la collectivité au titre du PASS 47 ;

**AUTORISE** le maire qui a délégation pour résilier (si besoin) le contrat en cours avec le prestataire faisant bénéficier les agents de la collectivité de prestations d'action sociale ;

**DÉCIDE** que les dépenses inhérentes à la mise en œuvre du contrat cadre d'Action Sociale seront imputées sur le budget 2012.

Publié le 28.03.12

Visa Préfecture le 02.04.2012

\*\*\*\*\*

#### 4.4. – Création d'emplois saisonniers / été 2012 – Surveillants de baignade

Monsieur le maire expose à l'Assemblée le rapport suivant :

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 3, alinéa 2,  
Considérant qu'il est nécessaire de recruter temporairement du personnel pour assurer la surveillance des bassins de la piscine municipale durant les mois de juin, juillet et août 2012.  
Sur le rapport de monsieur le maire,

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal,**

20 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**DÉCIDE** de créer les emplois saisonniers suivants pour assurer l'enseignement de la natation aux scolaires et la surveillance des bassins à la piscine municipale :

Emploi	Nombre d'emploi	Grade	Durée travail
Surveillant de baignade (BEESAN)	1	Éducateur des APS 2 <sup>e</sup> classe (7 <sup>e</sup> échelon)	Temps complet (35H/ semaine)
Surveillant de baignade (BEESAN)	1	Éducateur des APS 2 <sup>e</sup> classe (7 <sup>e</sup> échelon)	Temps non complet (12H/ semaine)
Surveillant de baignade (BNSSA)	1	Éducateur des APS 2 <sup>e</sup> classe (5 <sup>e</sup> échelon)	Temps complet (35H/ semaine)

**DIT** que ces emplois seront créés durant les périodes suivantes :

- Juin : enseignement de la natation aux élèves des écoles élémentaires et ouverture au public les samedis et dimanches
- juillet et août : Ouverture au public

**DIT** que les rémunérations de ces emplois seront rattachées aux échelles indiciaires des grades correspondants ;

**DIT** que l'emploi de surveillant de baignade (BEESAN) à temps complet pourra bénéficier, si nécessaire, d'un avantage en nature « logement de fonction » ou d'une indemnité de transport ;

**DIT** que les crédits seront prévus au BP 2012 de la commune,

**HABILITE** monsieur le maire à recruter des agents contractuels pour pourvoir ces emplois (contrat d'une durée maximale de 6 mois sur une même période de 12 mois).

Publié le 28.03.12

Visa Préfecture le 02.04.2012

\*\*\*\*\*



#### 4.5. – Ratios « promus - promouvables » pour avancement de grade 2012

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Conformément à la loi du 19 février 2007, d'application immédiate (2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 49 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale), chaque assemblée délibérante est tenue de fixer après avis du Comité Technique Paritaire, pour tout avancement de grade, le nombre maximal de fonctionnaires pouvant être promus en déterminant un taux appliqué à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement. La délibération doit fixer le taux, appelé « ratio promus-promouvables » pour chaque grade accessible par la voie de l'avancement de grade.

Monsieur le maire propose à l'Assemblée de fixer les ratios d'avancement de grade pour la collectivité, tel que validés par le Comité Technique Paritaire en date du 16 mars 2012.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,  
le conseil municipal,**

20 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

VU l'avis favorable du Comité Technique Paritaire en date du 16 mars 2012,

**ADOpte** les ratios d'avancement de grade pour la collectivité ainsi proposés :

Grade d'origine	Grade d'avancement	Taux	Nombre d'agents promouvables
<i>Filière administrative</i>			
Rédacteur	Rédacteur chef	100%	1
<i>Filière technique</i>			
Adjoint technique de 1ère classe	Adjoint technique principal de 2ème classe	100%	3
<i>Filière culturelle</i>			
Assistant de conservation principal de 2ème classe	Assistant de conservation principal de 1ère classe	100%	1

Publié le 28.03.12

Visa Préfecture le 02.04.2012

\*\*\*\*\*

#### 4.6. – Création de postes suite à des mouvements de carrière

Monsieur le maire présente à l'Assemblée l'exposé suivant :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, et de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grades. En cas de suppression d'emplois, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique Paritaire.

Considérant le précédent tableau des emplois adopté par le conseil municipal le 17 février 2012,

Considérant la nécessité de créer les emplois suivants, à temps complet, à compter du 1er juin 2012, suite à

l'inscription de cinq agents sur les listes d'aptitude correspondantes pour des avancements de grades pour l'année 2012,

Le maire propose à l'Assemblée d'adopter les modifications du tableau des emplois suivantes :

<i>Grades à supprimer</i>	<i>Grades à créer</i>
<i>Filière administrative</i>	
Rédacteur	Rédacteur Chef
<i>Filière technique</i>	
Adjoint technique de 1ère classe	Adjoint technique principal de 2ème classe
Adjoint technique de 1ère classe	Adjoint technique principal de 2ème classe
Adjoint technique de 1ère classe	Adjoint technique principal de 2ème classe
<i>Filière culturelle</i>	
Assistant de conservation principal de 2ème classe	Assistant de conservation principal de 1ère classe

**Le conseil municipal,  
après délibération,**

20 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention

**DÉCIDE** de créer les emplois suivants :

<i>Filières</i>	<i>Cadres d'emplois</i>	<i>Postes à créer</i>
Administrative	Rédacteur	Rédacteur chef
Technique	Adjoint technique	Adjoint technique principal de 2ème classe (3 postes)
Culturelle	Assistant de conservation du patrimoine	Assistant de conservation principal de 1ère classe

**DEMANDE** l'avis du Comité Technique Paritaire sur la suppression des emplois suivants suite à avancement de grade :

<i>Filières</i>	<i>Cadres d'emplois</i>	<i>Postes à supprimer</i>
Administrative	Rédacteur	Rédacteur
Technique	Adjoint technique	Adjoint technique de 1er classe (3 postes)
Culturelle	Assistant de conservation du patrimoine	Assistant de conservation principal de 2e classe

**ADOpte** le tableau des emplois ainsi proposé, qui prendra effet à compter du 1er juin 2012, intégrant ces modifications, selon le modèle joint en annexe ;

**DIT** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois seront inscrits au budget primitif 2012 de la commune ;

**CHARGE** monsieur le maire d'effectuer les démarches administratives pour la création de ces emplois, et les régularisations administratives.

Publié le 28.03.12

Visa Préfecture le 02.04.2012

\*\*\*\*\*

**FINANCES - COMPTABILITE**



## 5.1. – Détermination des taux d'imposition des taxes directes locales et du taux-relais de CFE

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2331-1 à L. 2331-4, Les communes et les EPCI à fiscalité propre votent chaque année les taux des trois impôts ménages (taxes foncières et taxe d'habitation) et de la cotisation foncière des entreprises (CFE). Les collectivités peuvent en faire varier les taux, dans une même proportion, d'une année sur l'autre.

Les collectivités font connaître chaque année aux services fiscaux, par l'intermédiaire des services préfectoraux, leurs décisions relatives aux taux (ou aux produits) des impôts directs locaux. La date limite de cette notification est identique à la date limite de vote du budget primitif, c'est-à-dire, en règle générale, avant le 31 mars, exceptionnellement avant le 15 avril lorsqu'il y a renouvellement des conseils municipaux.

La *taxe d'habitation* est due par toutes les personnes qui ont, à quelque titre que ce soit, la disposition ou la jouissance de locaux meublés affectés à l'habitation.

Les *taxes foncières* sont des impôts directs qui sont établis annuellement sur les propriétés bâties et sur les propriétés non bâties sises en France.

A compter de l'exercice 2011, la *taxe professionnelle* a été remplacée par :

- x des taxes nouvelles :
  - Cotisation Foncière des Entreprises, CFE (due chaque année par les personnes physiques ou morales ou par les sociétés non dotées de la personnalité morale ou les fiduciaires pour leur activité exercée en vertu d'un contrat de fiducie qui exercent à titre habituel une activité professionnelle non salariée) ;
  - Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, CVAE ;
  - Imposition forfaitaire des entreprises de réseau, IFER;
- x des taxes transférées :
  - part départementale TH ;
  - part départementale et régionale TFNB ;
  - taxe sur les surfaces commerciales TASCOM ;
  - une partie des frais d'assiette et de recouvrement (auparavant perçu par l'État).

A ces taxes nouvelles ou transférées peut se rajouter la GIR (Garantie Individuelle de Ressources), produit nouveau versé en compensation de la perte éventuelle.

Pour Aiguillon, les taux votés en 2011 étaient les suivants :

	Taux 2011
Taxe habitation	21,38%
Taxe sur le foncier bâti	27,52%
Taxe sur le foncier non bâti	138,51%
Compensation-relais ou CFE	24,33%

Dans le cadre du vote du budget primitif 2012, monsieur le maire propose à l'assemblée, pour percevoir le produit attendu au titre de la fiscalité directe locale nécessaire à l'équilibre du budget, tout en maintenant une pression fiscale constante sur le contribuable, de voter des taux d'imposition 2012 identiques à ceux des taux 2011.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

20 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**DÉTERMINE** pour l'année 2012, les taux d'imposition des taxes directes locales et du taux-relais de CFE suivants :

	Taux 2012
Taxe habitation	21,38%
Taxe sur le foncier bâti	27,52%
Taxe sur le foncier non bâti	138,51%
Compensation-relais ou CFE	24,33%

Publié le 28.03.12

Visa Préfecture le 30.03.2012

\*\*\*\*\*

## 5.2. – Vote du Budget primitif 2012 – Commune (Budget principal)

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

18 voix pour,  
0 voix contre,  
2 abstention,

**VOTE** les propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2012 :

### Investissement :

Dépenses :	1 651 877,00 €
Recettes :	1 666 156,00 €

### Fonctionnement :

Dépenses :	4 677 465,00 €
Recettes :	4 677 465,00 €

Pour rappel, total budget :

#### Investissement

Dépenses :	1 703 557,00 (dont 51 680,00 de RAR)
Recettes :	1 703 557,00 (dont 37 401,00 de RAR)

#### Fonctionnement

Dépenses :	4 677 465,00 (dont 0,00 de RAR)
Recettes :	4 677 465,00 (dont 0,00 de RAR)

Publié le 28.03.12

Visa Préfecture le 04.04.2012

\*\*\*\*\*

## 5.3. – Vote du Budget Primitif 2012 – Service de l'eau (budget annexe)

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

20 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**VOTE** les propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2012 :

### Investissement :

Dépenses :	153 970,00 €
Recettes :	155 970,00 €

### Fonctionnement :

Dépenses :	48 790,00 €
Recettes :	48 790,00 €



Pour rappel, total budget :

Investissement

Dépenses : 155 970,00 (dont 2 000,00 de RAR)

Recettes : 155 970,00 (dont 0,00 de RAR)

Fonctionnement

Dépenses : 48 790,00 (dont 0,00 de RAR)

Recettes : 48 790,00 (dont 0,00 de RAR)

*Publié le 28.03.12*

*Visa Préfecture le 04.04.2012*

\*\*\*\*\*

**5.4. – Vote du Budget Primitif 2012 – Assainissement (budget annexe)**

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

20 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**VOTE** les propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2012 :

**Investissement :**

Dépenses : 284 765,00 €

Recettes : 298 475,00 €

**Fonctionnement :**

Dépenses : 112 471,00 €

Recettes : 112 471,00 €

Pour rappel, total budget :

Investissement

Dépenses : 298 475,00 (dont 13 710,00 de RAR)

Recettes : 298 475,00 (dont 0,00 de RAR)

Fonctionnement

Dépenses : 112 471,00 (dont 0,00 de RAR)

Recettes : 112 471,00 (dont 0,00 de RAR)

*Publié le 28.03.12*

*Visa Préfecture le 04.04.2012*

\*\*\*\*\*

**5.5. – Vote du Budget Primitif 2012 – Crèche (budget annexe)**

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

20 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**VOTE** les propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2012 :

**Investissement :**

Dépenses : 0,00

Recettes : 0,00

**Fonctionnement :**

Dépenses : 390 204,00 €  
Recettes : 390 204,00 €

Pour rappel, total budget :

Investissement

Dépenses : 0,00 (dont 0,00 de RAR)  
Recettes : 0,00 (dont 0,00 de RAR)

Fonctionnement

Dépenses : 390 204,00 (dont 0,00 de RAR)  
Recettes : 390 204,00 (dont 0,00 de RAR)

Publié le 28.03.12

Visa Préfecture le 04.04.2012

\*\*\*\*\*

**5.6. – Attribution de subventions aux associations ( inférieures à 5.000€ )**

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

La loi du 1er juillet 1901 autorise les associations à recevoir des subventions notamment communales. Pour pouvoir être subventionnée par la commune, **une association doit présenter un intérêt public local** défini par la jurisprudence de la manière suivante : l'intérêt est public lorsqu'il répond aux besoins de la population ou au développement de la collectivité ; il est local lorsqu'il correspond au champ territorial de la commune. Il peut s'agir par exemple d'aides accordées aux associations sportives, de soutien aux spectacles, aux manifestations. Par contre les subventions aux associations culturelles sont interdites.

Pour toute subvention dépassant un montant annuel de 23. 000 €, la collectivité doit conclure une **convention avec l'association bénéficiaire**, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention. Le conseil municipal, par délibération en date du 19 décembre 2008 a fixé ce seuil à 5.000 € et a adopté un modèle de convention d'objectifs.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'association bénéficiaire doit produire un compte rendu attestant la conformité des dépenses avec l'objet de la subvention.

La commune est libre d'accorder ou non son aide à l'association et une décision de refus ne fait pas partie de celles devant être motivées. Ainsi, une subvention accordée une année peut ne pas être reconduite l'année suivante. En revanche, le conseil municipal, quelle que soit sa décision, doit toujours veiller à agir dans le respect du principe d'égalité et de l'intérêt général ; il ne peut refuser à une association l'aide octroyée à une autre association que si une différence de situation objective ou des nécessités d'intérêt général le justifient.

Pour éviter toute **gestion de fait**, c'est-à-dire la situation dans laquelle " toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public ou sans agir sous contrôle et pour le compte d'un comptable public, s'ingère dans le recouvrement de recettes affectées ou destinées à un organisme public... ", ou " reçoit ou manie directement ou indirectement des fonds ou valeurs extraits irrégulièrement de la caisse d'un

organisme public ", les membres du conseil municipal exerçant un pouvoir au sein des instances dirigeantes de l'association ne peuvent pas prendre part au vote.

Monsieur le maire présente au conseil municipal les différentes demandes de subventions des associations d'un montant inférieur à 5.000 € pour l'année 2012, examinées en Commission des Finances le 08 février 2012.

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré**



Détail des votes	<i>pour</i>	<i>contre</i>	<i>abstention</i>	Élu ne prenant pas part au vote
Amicale du Personnel communal	18 voix	0 voix	0 abstention	A.Castagnos J. Beyret-Treseguet
SEPANLOG	20 voix	0 voix contre	0 abstention	/
ADMR	19 voix	0 voix contre	0 abstention	J. Beyret Tréséguet
Foyer de l'Automne	18 voix	0 voix contre	0 abstention	J. Beyret Tréséguet D. DAL BALCON
Autres demandes	20 voix	0 voix contre	0 abstention	

**DÉCIDE** d'attribuer les subventions de fonctionnement suivantes pour l'année 2012 selon le détail joint en annexe ;

**DIT** que les crédits nécessaires au règlement de ces subventions sont inscrits au budget primitif 2012 à l'article 6574 « Subventions autres organismes » ;

**MANDATE** monsieur le maire pour signer tout document concernant ce dossier et procéder au versement de ces subventions.

Publié le 28.03.12

Visa Préfecture le 03.04.2012

\*\*\*\*\*

#### 5.7. – Attribution de subventions aux associations ( Supérieures à 5.000€ )

Monsieur le maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

La loi du 1er juillet 1901 autorise les associations à recevoir des subventions, notamment communales. Pour pouvoir être subventionnée par la commune, **une association doit présenter un intérêt public local** défini par la jurisprudence de la manière suivante : l'intérêt est public lorsqu'il répond aux besoins de la population ou au développement de la collectivité ; il est local lorsqu'il correspond au champ territorial de la commune. Il peut s'agir par exemple d'aides accordées aux associations sportives, de soutien aux spectacles, aux manifestations. Par contre les subventions aux associations culturelles sont interdites.

Pour toute subvention dépassant un montant annuel de 23. 000 €, la collectivité doit conclure une **convention avec l'association bénéficiaire**, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention. Le conseil municipal, par délibération en date du 19 décembre 2008 a fixé ce seuil à 5.000 € et a adopté un modèle de convention d'objectifs.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'association bénéficiaire doit produire un compte rendu attestant la conformité des dépenses avec l'objet de la subvention.

La commune est libre d'accorder ou non son aide à l'association et une décision de refus ne fait pas partie de celles devant être motivées. Ainsi, une subvention accordée une année peut ne pas être reconduite l'année suivante. En revanche, le conseil municipal, quelle que soit sa décision, doit toujours veiller à agir dans le respect du principe d'égalité et de l'intérêt général ; il ne peut refuser à une association l'aide octroyée à une autre association que si une différence de situation objective ou des nécessités d'intérêt général le justifient.

Pour éviter toute **gestion de fait**, c'est-à-dire la situation dans laquelle " toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public ou sans agir sous contrôle et pour le compte d'un comptable public, s'ingère dans le recouvrement de recettes affectées ou destinées à un organisme public... ", ou " reçoit ou manie directement ou indirectement des fonds ou valeurs extraits irrégulièrement de la caisse d'un organisme public ", les membres du conseil municipal exerçant un pouvoir au sein des instances dirigeantes de l'association ne peuvent pas prendre part au vote.

Monsieur le maire présente au conseil municipal les différentes demandes de subventions des associations d'un montant supérieur à 5.000 € pour l'année 2012, examinées en Commission des Associations le 08 février 2012.

**Le conseil municipal,  
après en avoir délibéré**

<i>Détail des votes</i>	<i>pour</i>	<i>contre</i>	<i>abstention</i>	<i>Élu ne prenant pas part au vote</i>
<i>Centre Municipal d'Animation</i>	<i>17 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>C. Morizet E. Tournon M. Rachdi M. JP Vielle</i>
<i>Animations et Festivités Aiguillonaises (AFA)</i>	<i>11 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>F. De Macedo D. Dal Balcon G. Lasserre J. Beyret-Treseguet A. Castagnos M. Pedurand JP Vielle C. Morizet H. De Munck</i>
<i>Sca Général</i>	<i>19 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>D. Guihard</i>
<i>Jumelage</i>	<i>18 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>I. Drissi G. Lasserre</i>
<i>Amicale Sapeurs pompiers</i>	<i>20 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	
<i>École de Musique</i>	<i>19 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>C. Morizet</i>
<i>Cinéma confluent</i>	<i>20 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	

**DÉCIDE** d'attribuer les subventions de fonctionnement d'un montant annuel supérieur à 5.000 euros pour l'année 2012 selon le détail joint en annexe ;

**DIT** que les crédits nécessaires au règlement de ces subventions sont inscrits au budget primitif 2012 à l'article 6574 « Subventions autres organismes » ;

**MANDATE** monsieur le maire ou son représentant pour signer les conventions d'objectifs correspondantes et tout document concernant ce dossier et procéder au versement de ces subventions.

*Publié le 28.03.12*

*Visa Préfecture le 03.04.2012*

\*\*\*\*\*

**5.8. – Modifications garantie d'emprunt – Cinéma Confluent**

Monsieur le maire présente au conseil municipal l'exposé suivant :

Par délibération en date du 16 décembre 2011, le conseil municipal a accepté que la commune d'Aiguillon se porte co-garante de l'emprunt-relais contracté par l'association Cinéma Confluent pour financer l'investissement nécessaire au passage à la technique du numérique, d'un montant total de cet emprunt s'élevant à quatre vingt-quinze mille euros (95 000 €), et a fixé le montant de cette garantie d'emprunt à hauteur de cinquante pour cent (50 %) de ce prêt, soit quarante-sept mille cinq cent euros (47 500 €) ; la Communauté de communes du Confluent se portant garante pour la partie restante.

La signature dudit contrat a eu lieu le 24 février 2012 ; des modifications sont intervenues entretemps et ont été validées par monsieur le maire (dûment habilité par délibération en date du 28 mars 2008) :

- montant total de l'emprunt : 48.222 € et non 95.000 € (la commune se portant caution à



hauteur de 50 % de ce prêt, soit 24.111 €) ;  
- modification du type de contrat : prêt-relais pour partie et non prêt remboursable.  
Ces informations sont portées à la connaissance du conseil municipal.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal,**

20 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**PREND ACTE** que le maire a engagé la Commune le 24 février 2012 comme caution du prêt contracté par l'association Cinéma Confluent pour financer l'investissement nécessaire au passage à la technique du numérique ;

**PREND ACTE** de la modification du montant total de cet emprunt, qui s'élève à : 48.222 € et non 95.000 € comme prévu initialement (la commune se portant caution à hauteur de 50 % de ce prêt, soit 24.111 €) ;

**PREND ACTE** de la modification du type de contrat, qui est un : prêt-relais pour partie et non prêt remboursable.

*Publié le 28.03.12*

*Visa Préfecture le 03.04.2012*

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 20 heures 35.

\*\*\*\*\*

Le maire,

Le secrétaire,

**Et ont signé les membres présents :**

André CASTAGNOS

Jacqueline BEYRET-TRESEGUET

Michel PEDURAND

Danielle DAL BALCON

Jean Paul VIELLE

Fabienne DE MACEDO

Gabriel LASSERRE

Christiane MORIZET

Jean-Pierre LACROIX

Éliane TOURON

Christiane FAURE  
(Absente)

Jean Pierre PIBOYEUX  
(Absent)

Martine RACHDI  
(absente)

Hélène DE MUNCK

Pascal SEGUY  
(absent)

Daniel GUIHARD

Frédéric PRINCIC

Alexandrine BARBEDETTE  
(absente)

Cathy SAMANIEGO

Isabelle DRISSI

Mohamed LAHSAÏNI  
(absent)

Franck GAY  
(absent)

Alain PARAILLOUS  
(absent)

Josiane MORTZ  
(absente)

Brigitte CAMILLERI  
(absente)

Alain REGINATO